

## COMPTE-RENDU REUNION DE CONSEIL DU 08 DECEMBRE 2020

**Présents :** Pascal MORINEAU, Murielle GUILBAUD, Jean-Paul GUILBEAU,, Evelyne LEGALL, Jeanne GOYAU, Noémie PONTTHOREAU , Sébastien PERRAUDEAU, Valentin DABRETEAU, Olivier GUILLET, Liliane GUERVILLE, Sébastien ACHARD, Brunehild BRIERE, Nicolas JOLY, Isabelle THOMAZEAU.

**Excusés :** Marc-Antoine GOURAUD

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Jeanne GOYAU

**DATE DE CONVOCATION :** 01 décembre 2020

Approbation à l'unanimité du procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal en date du 03 novembre 2020

### **DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DE SOUTIEN AUPRÈS DU DÉPARTEMENT POUR LA CONSTRUCTION DU BLOC SANITAIRE DU CAMPING**

#### *DÉLIBÉRATION 01*

Considérant la délibération du Conseil Municipal n°20190606004 du 06 juin 2019, décidant de lancer des études de faisabilité pour la réhabilitation du bloc sanitaire du camping « Les Blés d'Or » ;

Considérant la délibération du Conseil Municipal n°20190905002 du 05 septembre 2019 retenant le Cabinet Origami pour une mission relative à la réfection du bloc sanitaire situé sur le camping municipal « Les Blés d'Or ».

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le bloc sanitaire du camping construit en 1983 commence à se détériorer. Il précise notamment l'absence d'équipements nécessaires aux personnes à mobilité réduite pour l'accès aux lavabos et auges lave-vaisselle, ainsi que dans les douches et sanitaires. D'autre part, ce bâtiment ne répond pas aux besoins des campeurs lors de la période hivernale.

Il propose de déposer une demande de subvention auprès du Département pour la réalisation du projet suivant :

#### **CONSTRUCTION D'UN BLOC SANITAIRE SUR LE CAMPING MUNICIPAL « Les Blés d'Or »**

Le montant de l'opération est estimé à 179 950 € H.T. et pourrait être financé de la façon suivante :

##### **Dépenses :**

Bâtiment	150 000 € HT
Honoraires maître d'œuvre	16 950 € HT
Etudes-bureaux de contrôle	8 000 € HT
Divers et imprévus	<u>5 000 € HT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>179 950 € HT</b>

##### **Recettes :**

Subvention de l'État (estimation 30 %)	53 985€
Subvention de la Région (20%)	35 990€

Fonds de soutien du Département	20 608 €
Autofinancement	<u>69 367 €</u>
<b>TOTAL</b>	<b>179 950 €</b>

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Approuve le projet présenté, ainsi que le plan de financement.

Décide de solliciter le Département pour un fonds de soutien d'un montant de 20 608,03 € pour le financement des travaux de construction d'un bloc sanitaire sur le camping municipal « Les Blés d'Or ».

## PARTICIPATION AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOLE PUBLIQUE POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020

### DÉLIBÉRATION 02

Après avoir rappelé les dispositions fixant les modalités de répartition intercommunale des charges de fonctionnement liées aux écoles publiques, Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que les frais de fonctionnement par élève à l'école publique sont évalués pour l'année écoulée à 690,43 €. Puis il indique que la contribution à demander aux communes extérieures qui ne disposent pas de capacité d'accueil pourrait être établie sur cette base.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Fixe le montant de la contribution pour l'année 2019-2020 à 690,43 €

- Charge Monsieur le Maire de notifier la présente décision aux communes concernées.

## CHOIX DU PRESTATAIRE POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE

### DÉLIBÉRATION 03

Monsieur le Maire donne le compte-rendu au Conseil Municipal de la consultation auprès des prestataires pour la préparation et livraison des repas au restaurant scolaire de Grand'Landes, prestation à conclure pour une période de 18 mois, à compter du 01 février 2021.

Il présente le rapport de la commission qui s'est déplacée sur deux des trois sites et donne le prix du repas livré des trois candidats qui se sont positionnés, à savoir :

- |                          |                           |
|--------------------------|---------------------------|
| • Océane de restauration | 2,53 € TTC le repas livré |
| • Restoria               | 3,02 € TTC le repas livré |
| • Convivio               | 2,58 € TTC le repas livré |

Considérant le compte rendu de la visite sur site, des dégustations des repas proposés,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Par 6 pour CONVIVIO

Par 4 voix pour Océane Restauration

Et 4 absentions,

Décide de retenir CONVIVIO pour la livraison des repas au restaurant scolaire de Grand'Landes, pour un prix de repas fixé à 2,58 € TTC, sur une durée de 18 mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2021.

Autorise le maire à signer les documents à intervenir.

## CONVENTION SYDEV POUR LES TRAVAUX NEUFS D'ÉCLAIRAGE AU LOTISSEMENT LES CHÊNES

### DÉLIBÉRATION 04

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil Municipal que le Sydev peut réaliser les travaux neufs d'éclairage public sur le lotissement Les Chênes à condition que la commune accepte de lui verser une participation calculée en application des décisions prises par le Comité Syndical.

Ainsi la participation de la commune serait de 14 375,00 €

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

A l'unanimité

Accepte de verser la participation d'un montant de 14 375.00 € au Sydev pour la réalisation des travaux ci-dessus énoncés.

Donne tous pouvoirs en la matière à Monsieur le Maire.

## REPRISE DE CONCESSION EN ÉTAT D'ABANDON

### DÉLIBÉRATION 05

Madame Murielle GUILBAUD, adjoint au maire, rapporteur

Expose :

La possibilité pour une commune de reprendre des concessions en mauvais état et en état d'abandon est prévue par le Code général des collectivités territoriales aux articles L. 2223-17 et L. 2223-18 et, pour la partie réglementaire, aux articles R. 2223-12 et R. 2223-23.

En effet, si par négligence du concessionnaire ou de ses successeurs, par la disparition de sa famille, il arrive que le terrain concédé revête cet aspect lamentable et indécent qui donne au cimetière un aspect de ruine outrageant pour tous ceux qui y reposent, la commune peut, à bon droit, reprendre le terrain.

La procédure de reprise des concessions abandonnées est longue et difficile.

Une telle procédure a été engagée dans notre cimetière, le 19 mai 2017 (date du premier constat d'abandon) et vise 71 concessions.

L'aspect d'abandon total a été reconnu pour ces dernières conformément aux dispositions susvisées.

La publicité, conformément à ces mêmes dispositions, a été largement effectuée et notamment par des plaquettes apposées sur ces concessions indiquant à tout public qu'elles faisaient l'objet d'une procédure de reprise, ainsi que par une information publiée dans notre Bulletin municipal distribué dans tous les foyers de la commune.

Des personnes justifiant de leur qualité de descendant ont demandé l'arrêt de la procédure en arguant des travaux de restauration qu'elles avaient effectués. Un « constat d'entretien » a été dressé contradictoirement et les intéressés avertis de l'interruption de la procédure. De ce fait, 6 concessions sont retirés de la procédure.

Trois années après le premier constat, un nouveau procès-verbal était rédigé le 23 octobre 2020 pour les concessions ayant conservé, ou non, l'aspect d'abandon.

Toutes les conditions requises en pareil cas, prévues par les lois et règlements, ont été rigoureusement respectées.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir vous prononcer sur la reprise des concessions en état d'abandon, dont la liste est déposée sur le bureau.

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, et après en avoir délibéré, le conseil municipal.

Décide, par 13 pour, et 1 abstention :

- que les concessions en état d'abandon figurant sur la liste annexée sont reprises par la commune,
- qu'un arrêté municipal prononcera leur reprise,
- que les terrains ainsi libérés seront mis en service pour de nouvelles concessions.

Invite :

Le maire à prendre un arrêté municipal de reprise dont il assurera la publicité conformément à la réglementation en vigueur.

#### **RESILIATION BAIL LOGEMENT COMMUNAL 10 BIS RUE DE LA MAIRIE**

##### *DÉLIBÉRATION 06*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le locataire du logement situé au 10 Bis Rue de la Mairie, souhaite résilier le bail intervenu le 15 septembre 2019 avec la Commune à la date du 01 décembre 2020 pour un départ vers un logement social.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

Accepte la résiliation du bail intervenu le 15 septembre 2019 avec effet rétroactif à la date du 01 décembre 2020.

#### **RESILIATION BAIL LOGEMENT COMMUNAL 1 BIS PLACE DE LA GARDE**

##### *DÉLIBÉRATION 07*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le locataire du logement situé au 10 Bis Rue de la Mairie, souhaite résilier le bail intervenu le 06 octobre 2016 avec la Commune à la date du 01 décembre 2020 pour un départ vers un logement social.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

Accepte la résiliation du bail intervenu le 06 octobre 2016 avec effet rétroactif à la date du 01 décembre 2020.

## RESILIATION BAIL LOGEMENT COMMUNAL 1 RUE DE L'AVENIR

*DÉLIBÉRATION 08*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le locataire du logement situé au 1 Rue de l'Avenir, souhaite résilier le bail intervenu le 01 juillet 2017 avec la Commune à la date du 01 janvier 2021.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

Accepte la résiliation du bail intervenu le 01 juillet 2017 à la date du 01 janvier 2021.

## LOYER MAISON COMMUNALE 1 BIS PLACE DE LA GARDE

*DÉLIBÉRATION 09*

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil Municipal qu'il convient de fixer le montant du loyer à compter du mois de décembre 2020 pour le logement situé au 1 Bis Place de la Garde, dont le bail vient précédemment d'être résilier, et ainsi, répondre à une nouvelle demande de location.

Où cet exposé,

Et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Fixe le montant du loyer à 420 € mensuel.

Autorise Monsieur le Maire à signer le bail à intervenir.

Donne tous pouvoirs à monsieur le Maire en la matière.

## LOYER MAISON COMMUNALE 10 BIS RUE DE LA MAIRIE

*DÉLIBÉRATION 10*

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil Municipal qu'il convient de fixer le montant du loyer à compter du mois de décembre 2020 pour le logement situé au 10 Bis rue de la Mairie, dont le bail vient précédemment d'être résilier, et ainsi, répondre à une nouvelle demande de location.

Où cet exposé,

Et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Fixe le montant du loyer à 400 € mensuel, charges comprises.

Autorise Monsieur le Maire à signer le bail à intervenir.

Donne tous pouvoirs à monsieur le Maire en la matière.

## ADHÉSION AU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDÉE

### DÉLIBÉRATION 11

Vu les dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 108-2 ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux et aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

Considérant que la collectivité est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents ;

Vu les prestations offertes par le service de médecine préventive du Centre de Gestion de la Vendée telles que décrites dans la convention à intervenir.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Décide :

- de solliciter l'adhésion de la commune au service de médecine préventive proposée par le Centre de Gestion de la Vendée;
- d'autoriser Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante d'adhésion au Service de Médecine Préventive selon projet annexé à la présente délibération ;
- de prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

## DEMANDE DE COMPLÉMENT DE SUBVENTION PAR L'AMICALE DU CENTRE DE SECOURS DE SAINT ÉTIENNE DU BOIS

### DÉLIBÉRATION 12

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la demande de l'Amicale du Centre de Secours de Saint Etienne du Bois sollicitant la commune pour un complément de la subvention déjà accordée pour l'année 2020 afin de subvenir aux frais de publicité destinés au recrutement de jeunes sapeurs-pompiers.

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Décide de compléter la subvention votée pour l'amicale du Centre de Secours de Saint Etienne du Bois par un montant de 300 €.

Les crédits sont prévus au Budget primitif 2020 à l'article 6574.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et notamment son article 22 bis, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'avis du Comité technique en date du 07 décembre 2020,

Considérant que la collectivité apporte sa participation au titre du risque "santé" (risques liés à l'intégrité physique de la personne et ceux liés à la maternité),

Considérant que sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

**DECIDE à l'unanimité,** après en avoir délibéré,

**Article 1 : Mode de mise en œuvre choisi**

La commune de Grand'Landes accorde sa participation aux dépenses de protection sociale complémentaire des fonctionnaires, des agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé dans le cadre du dispositif de labellisation.

**Article 2 : Bénéficiaires**

Les agents titulaires, stagiaires, non-titulaires en position d'activité, agents de droit privé,

**Article 3 : Montant de participation**

Le montant de la participation par agent est de 23 € brut mensuel

#### **Article 4 : Modalités de versement de la participation**

Le mode de versement de participation est un versement direct aux agents, dans le maximum du montant de la cotisation ou de la prime qui serait dû en l'absence d'aide. L'agent devra fournir une attestation de labellisation à son employeur.

#### **Article 5 : Exécution**

- Monsieur le maire,
- le trésorier,

sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente décision.

### **CRÉATION D'UN REGLEMENT INTÉRIEUR POUR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL COMMUNAL**

#### *DÉLIBÉRATION 14*

La Commune de Grand'Landes a souhaité se doter d'un règlement intérieur s'appliquant à l'ensemble du personnel communal quel que soit leur statut (titulaire, stagiaire, public, privé, saisonniers ou occasionnels). Il concerne l'ensemble des locaux et lieux d'exécution des tâches.

Vu le code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité pour la commune de Grand'Landes de se doter d'un règlement intérieur s'appliquant à l'ensemble du personnel communal précisant un certain nombre de règles et de prescriptions édictées par le statut de la Fonction Publique Territoriale ;

Considérant que le projet de règlement intérieur soumis à l'examen du Comité Technique a pour ambition de garantir un traitement équitable des agents ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 07 décembre 2020 ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

Adopte le règlement intérieur du personnel communal dont le texte est joint à la présente délibération.

Décide de communiquer ce règlement à tout agent employé à la mairie.

Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

### **VIREMENT DE CRÉDITS N°1**

#### *DÉLIBÉRATION 15*

Monsieur le maire fait savoir au Conseil Municipal que suite aux départs des locataires des logements communaux, les crédits prévus à l'article 165 du budget primitif 2020 pour le remboursement des cautions sont insuffisants et il propose d'effectuer le virement de crédits ci-dessous.



## VIREMENT DE CREDITS

Désignation	Dépenses <sup>(1)</sup>		Recettes <sup>(1)</sup>	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D-165 : Dépôts et cautionnements reçus	0,00 €	400,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 16 : Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>400,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2313 : Constructions	400,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>400,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>400,00 €</b>	<b>400,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal,

Vote le virement de crédits présenté.

## DECISIONS

### Décision 01

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une déclaration d'intention d'aliéner des parcelles cadastrées AB n°136 et AB n°219, situées au 29 Rue du Calvaire, zone U du PLU, et de ce fait, rentrant dans le périmètre de l'exercice du droit de préemption.

Ces parcelles ne représentant pas un intérêt particulier pour que la commune se porte acquéreur, il est décidé à l'unanimité de renoncer à l'exercice du droit de préemption urbain.

### Décision 02

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une déclaration d'intention d'aliéner de la parcelle cadastrée AC n°204, située au 4 impasse des Ajoncs, zone U du PLU, et de ce fait, rentrant dans le périmètre de l'exercice du droit de préemption.

Cette parcelle ne représentant pas un intérêt particulier pour que la commune se porte acquéreur, il est décidé à l'unanimité de renoncer à l'exercice du droit de préemption urbain.